

**Audience publique du 27 janvier 2021**

Recours formé par  
Madame ... et consorts, ...,  
contre deux décisions du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Käerjeng,  
en matière de transport scolaire

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 43302 du rôle et déposée le 19 juillet 2019 au greffe du tribunal administratif par Maître Luc MAJERUS, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame ... et de Monsieur ..., agissant en leurs noms personnels ainsi qu'au nom et pour le compte de leur fils mineur ..., demeurant ensemble à L-..., tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation d'une décision du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Käerjeng du 25 mars 2019 excluant ... du transport scolaire, ainsi que de la décision confirmative du 19 avril 2019 prose sur recours gracieux ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice Nadine dite Nanou TAPELLA, demeurant à Esch-sur-Alzette, du 16 juillet 2019, portant signification de ce recours à l'administration communale de Käerjeng, établie à L-4920 Bascharage, 24, rue de l'Eau, représentée par son collège des bourgmestre et échevins actuellement en fonctions ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif le 12 décembre 2019 par la société KLEYR GRASSO, société en commandite simple, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B220509, inscrite sur la liste V du tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, représentée aux fins de la présente procédure par Maître Mélanie TRIENBACH, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de l'administration communale de Käerjeng, préqualifiée ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif en date du 9 janvier 2020 par Maître Luc MAJERUS, au nom de Madame ... et de Monsieur ... ;

Vu le mémoire en duplique de la société KLEYR GRASSO, représentée par Maître Mélanie TRIENBACH, déposé au greffe du tribunal administratif le 7 février 2020 au nom de l'administration communale de Käerjeng ;

Vu la circulaire du président du tribunal administratif du 22 mai 2020 portant notamment sur la présence physique des représentants des parties au cours des plaidoiries relatives à des affaires régies par des procédures écrites ;

Vu les communications de Maître Mélanie TRIENBACH du 9 novembre 2020 et de Maître Luc MAJERUS du 10 novembre 2020 suivant lesquelles ils marquent leur accord à ce que l'affaire soit prise en délibéré sans leur présence ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions déferées ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport à l'audience publique du 11 novembre 2020.

---

Par courrier du 10 juillet 2018, le bourgmestre de la Commune de Käerjeng, dénommé ci-après le « bourgmestre » s'adressa à Madame ... dans les termes suivants : « [...] *Suite aux réclamations reçues par les surveillantes du transport scolaire et le personnel de notre service enseignement au sujet de votre **comportement agressif et insolent** envers eux, nous nous voyons dans l'obligation de vous rappeler à l'ordre.*

*En effet, en date du 2 juillet dernier, vous êtes montée dans le bus 2 du primaire, vous avez poussé l'accompagnatrice de côté et vous avez insulté une partie des enfants assis dans le bus en prétendant que certains d'eux malmenaient votre fils ....*

*Nous vous avertissons qu'il vous est **interdit** (comme à toute autre personne non-autorisée) de monter dans le bus scolaire et autant d'agresser verbalement ou physiquement les enfants du bus et/ou leur accompagnatrice.*

*En date du 3 juillet dernier, vous vous êtes présentée au bureau du service enseignement de la commune pour vous plaindre du comportement de l'accompagnatrice. A ce moment-là vous avez de nouveau insulté nos employés et menacé la surveillante. **Cette façon d'agir est intolérable et va à l'encontre de tout principe de courtoisie.** Nous vous sommons donc de vous abstenir à ranimer de telles animosités.*

*En cas de récidive de votre part, nous serons contraints de porter plainte contre vous et d'exclure votre fils ... du bus scolaire de façon définitive pour le reste de son parcours scolaire [...] ».*

Par courrier de son litismandataire du 16 juillet 2018 Madame ... prit position quant au courrier précité du bourgmestre, tout en l'informant qu'elle a déposé plainte pour non-assistance à personne en danger contre « *les responsables, surveillante et chauffeur de bus* ».

Par courrier du 25 mars 2019, le bourgmestre s'adressa à Madame ... dans les termes suivants : « [...] *En date du 22 mars écoulé, le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Käerjeng a été informé que vous avez porté plainte envers nos agents du service enseignement, y compris deux de nos accompagnatrices du transport scolaire, pour non-assistance à personne en danger et racisme.*

*Au vu du dossier et étant donné que les accusations formulées envers nos agents sont fausses et intenables, nous sommes au regret d'exclure votre fils ... du transport scolaire et ceci de façon définitive.*

*En effet, notre collège des bourgmestre et échevins s'est malheureusement vu dans l'obligation de prendre cette mesure afin d'éviter toute autre accusation dérisoire de votre part envers notre personnel. [...] ».*

Par courrier de son litismandataire du 28 mars 2019, Madame ... introduisit un recours gracieux contre la décision précitée du 25 mars 2019.

Par courrier du 19 avril 2019, le collège des bourgmestre et échevins de la Commune de Käerjeng confirma sa décision initiale du 25 mars 2019 dans les termes suivants : « [...] *Nous faisons suite au recours gracieux formé par Me MAJERUS à l'encontre de notre décision d'exclusion du 25 mars 2019.*

*Le collège des Bourgmestre et Echevins a cependant décidé de maintenir la décision d'exclusion définitive, eu égard à la gravité des faits et dans le but de protéger les usagers du bus, tout comme le personnel communal accompagnant.*

*Le collège échevinal souhaite rappeler que le ramassage scolaire est un service organisé et proposé gratuitement par l'Administration communale de KAERJENG aux familles scolarisant leurs enfants sur le territoire communal.*

*Aucune disposition législative ou réglementaire n'impose l'organisation d'un tel service. [...] ».*

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 19 juillet 2019, Madame ... et Monsieur ..., agissant en leurs noms personnels ainsi qu'au nom et pour le compte de leur fils mineur ... ont fait introduire un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation de la décision du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Käerjeng du 25 mars 2019 excluant l'enfant ... du transport scolaire, ainsi que de la décision confirmative sur recours gracieux intervenue le 19 avril 2019.

Conformément à l'article 2 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, ci-après désignée par « la loi du 7 novembre 1996 », le tribunal statue sur les recours dirigés pour incompétence, excès de pouvoir, violation de la loi ou les formes destinées à protéger les intérêts privés, contre toutes les décisions administratives à l'égard desquelles aucun autre recours n'est admissible d'après les lois et règlements.

Etant donné qu'aucun autre recours n'est admissible d'après les lois et règlements en la présente matière que celui prévu par l'article 2 de la loi du 7 novembre 1996, le tribunal est incompétent pour connaître du recours principal en réformation dirigé à l'encontre des décisions déférées.

En revanche, il est compétent pour connaître du recours subsidiaire en annulation, qui est encore recevable pour avoir été, par ailleurs, introduit dans les formes et délai prévus par la loi.

A l'appui de leurs recours, Madame ... et Monsieur ..., ci-après désignés les « époux ... - ... » expliquent que leurs fils ..., âgé de ... ans au moment des faits, aurait profité du service de ramassage scolaire organisé et proposé gratuitement par l'administration communale de Käerjeng et qu'il aurait été à 5 ou 6 reprises, « oublié » sur le parking de l'école, de sorte que Madame ... se serait plainte auprès de la commune pour se plaindre. Par après leur fils aurait régulièrement été victime d'attaques par d'autres usagers du bus pendant le trajet, de sorte que Madame ... se serait à nouveau rendue à la commune. Après plusieurs tentatives de régler les

problèmes de son fils, Madame ... aurait, en date du 10 juillet 2018, reçu un courrier prononçant une mise en demeure à son encontre. Suite à cette mise en demeure, Madame ... aurait décidé de porter plainte envers les agents du service d'enseignement, y compris contre deux accompagnatrices du transport scolaire pour non-assistance à personne en danger et racisme. Suite à cette plainte, elle aurait reçu une lettre l'informant que son fils serait exclu de façon définitive du transport scolaire.

En droit, les époux ... - ... se prévalent tout d'abord d'une violation de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, ci-après désigné par le « règlement grand-ducal du 8 juin 1979 », en ce que les décisions litigieuses n'indiqueraient pas la disposition légale sur base de laquelle elles ont été adoptées.

Dans ce même contexte, ils se prévalent encore de l'incompétence, d'un excès de pouvoir, voire d'un détournement de pouvoir, en contestant la compétence du collège des bourgmestre et échevins pour prendre une telle décision.

Ils reprochent ensuite une erreur manifeste d'appréciation des faits au collège des bourgmestre et échevins de la commune de Käerjeng, dans la mesure où, d'un côté, il ne serait pas prouvé que Madame ... aurait présenté un danger pour les usagers du bus et que, de l'autre côté, son fils ne constituerait en tout état de cause pas un danger pour les usagers du bus, les demandeurs soulignant encore que Madame ... aurait agi en tant que mère craignant pour le bien-être de son fils.

Ils estiment par ailleurs qu'à défaut de l'existence d'un règlement indiquant les conditions d'admission et d'exclusion du ramassage scolaire, les décisions litigieuses seraient dépourvues d'une motivation juridique, et il existerait une disproportion manifeste de la mesure prise par rapport aux faits leurs reprochés, les demandeurs soulignant à cet égard que le comportement de leur fils ... ne serait pas critiqué en l'espèce, de sorte que les décisions litigieuses devraient être annulées.

La commune de Käerjeng rétorque qu'au courant de l'année 2018, Madame ... aurait commencé par se plaindre du fait que le chauffeur du bus scolaire, respectivement l'accompagnatrice, n'aurait pas attendu son fils ... à la fin des cours et qu'après une enquête interne, il se serait avéré que l'enfant ... aurait raté le bus à deux reprises, parce qu'il aurait traîné en route, respectivement parce qu'il aurait oublié son sac de sport au hall sportif. Madame ... se serait à nouveau présentée au service enseignement afin de se plaindre du fait que son fils ... se serait fait agresser par d'autres écoliers au cours d'un trajet du bus scolaire. Après une nouvelle enquête interne, il se serait avéré que c'aurait été l'enfant ... qui aurait adopté un comportement non-exemplaire ayant mené à cette situation. Madame ... aurait été informée oralement de ces faits. La commune continue en expliquant qu'en date du 2 juillet 2018, Madame ... serait montée dans le bus scolaire en poussant l'accompagnatrice et en insultant une partie des enfants dans le bus tout en prétendant que certains d'entre eux malmèneraient ..., un tel comportement serait inadmissible alors que, pour des raisons de sécurité des enfants, aucun adulte ne pourrait monter dans le bus scolaire en dehors du personnel accompagnateur et du chauffeur. Le lendemain, Madame ... se serait présentée au bureau du service afin de se plaindre du comportement de l'accompagnatrice du bus scolaire et aurait, à nouveau, insulté les employés communaux et menacé l'accompagnatrice remplaçante, de sorte qu'elle aurait été formellement mise en demeure de cesser ces agissements. En date du 22 mars 2019, le collège des bourgmestre et échevins aurait été

informé du fait que les époux ... - ... auraient porté plainte contre les agents de la commune, de sorte que face à ce contexte difficile, et dans le but d'éviter tout nouveau conflit ou débordement de la situation, surtout en présence d'enfants dont certains seraient encore très jeunes, il aurait été décidé d'interdire à l'enfant ... le bénéfice du transport scolaire.

En droit, la commune de Käerjeng fait valoir que sa décision portant interdiction pour l'enfant ... d'utiliser le bus scolaire serait motivée par le comportement inqualifiable de Madame ....

Elle estime, par ailleurs, que le collège des bourgmestre et échevins aurait été compétent en matière de surveillance du transport scolaire et dès lors pour prendre les décisions litigieuses, dans la mesure où le transport scolaire serait un service communal au sens de l'article 57 alinéa 5) de la loi communale du 13 décembre 1988 telle que modifiée, ci-après désignée par la « loi communale ».

En se basant sur le principe suivant lequel tout acte administratif bénéficie d'une présomption de légalité et de conformité par rapport aux objectifs de la loi sur base de laquelle il a été édicté, la commune de Käerjeng fait valoir que les demandeurs devraient établir que l'auteur de l'acte contesté aurait pris sa décision selon des mobiles et considérations étrangères à ceux que doit avoir toute autorité administrative placée dans les mêmes circonstances de fait et de lieu, soit étrangères à l'intérêt général, ce qu'ils n'auraient cependant pas fait, la commune citant dans ce contexte la jurisprudence en matière de détournement de pouvoir.

Concernant l'erreur manifeste d'appréciation des faits lui reprochée, la commune de Käerjeng estime que le comportement inadmissible, dangereux et extrêmement grave de Madame ... serait prouvé à suffisance par les attestations testimoniales figurant au dossier administratif, de sorte que l'exclusion de l'enfant ... du service de ramassage scolaire ne serait entachée d'aucune erreur matérielle.

À titre subsidiaire, la commune formule l'offre de preuve suivante : « 1. En date du 2 juillet 2018, vers 16h, Madame ... a fait irruption dans le bus scolaire numéro ... à l'arrêt « ... » sans y être autorisée, a bousculé l'accompagnatrice, Madame ..., et s'est dirigée vers un des enfants du bus pour le menacer de lui « couper la gorge ». Cette menace verbale était accompagnée d'un geste. Alors que Madame ... tirait Madame ... par le bras pour la faire sortir, cette dernière lui a dit : « Je vais te couper la gorge à toi aussi ; 2. En date du 3 juillet 2018, au courant de la matinée, sans préjudice quant à l'heure exacte, Madame ... s'est présentée au bureau du service d'enseignement accompagnée de Madame .... Alors qu'elles discutaient avec Madame ..., Madame ... est entrée dans le bureau. Madame ... s'est mise à dénigrer et à insulter Madame ..., la traitant notamment d'incapable et disant qu'elle ne savait pas faire son travail. Madame ... a tenté à plusieurs reprises de calmer la situation, sans succès. Madame ... s'est donc résolue à demander à Madame ... de quitter le bureau. Madame ... a alors demandé à Madame ... de sortir et lui a dit en langue portugaise qu'elle allait l'attendre « pour lui faire la peau ». Madame ... a attendu Madame ... à l'extérieur du bâtiment, à tel point que Madame ... a appelé la police. Madame ... a déposé plainte pénale contre Madame ... », et ce par l'audition, en tant que témoins, de Madame ..., de Madame ... et de Madame ....

Suivant la commune, la circonstance que ... ne constituerait pas un danger ne serait pas pertinente, alors que ce serait bien parce que ... aurait été usager du bus scolaire que les

incidents provoqués par sa mère se seraient produits, la seule possibilité de protéger les enfants fréquentant le bus et le personnel communal aurait été d'empêcher tout contact avec Madame ... à travers une exclusion du service de ramassage scolaire de ..., la commune souligne qu'il ne s'agirait ni d'une punition ni d'une discrimination.

Elle indique finalement qu'elle se serait dotée d'un règlement relatif au transport scolaire dès 2006, qui aurait été modifié par la suite et qui serait disponible sur son site internet.

Dans leur mémoire en réplique, les demandeurs réfutent avoir agressé les accompagnatrices et le personnel communal en soulignant qu'ils auraient, durant des mois, tenté de faire entendre leur voix auprès de la commune, alors que le service de ramassage scolaire aurait, de nombreuses fois, été défaillant et les accompagnatrices peu regardantes sur la sécurité des élèves, de sorte qu'ils n'auraient pas eu d'autre choix que de déposer une plainte auprès de la police.

Concernant leur moyen fondé sur une violation de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979, les demandeurs estiment que le contenu des décisions contestées ne serait pas conforme aux prescriptions dudit article, dans la mesure où elles ne feraient référence à aucune disposition légale ou réglementaire sur base de laquelle elles auraient été prises, et aucun énoncé quant aux circonstances de fait à leur base ne serait indiqué dans le corps des décisions, de sorte à admettre que l'unique raison de l'exclusion de ... du transport scolaire serait la volonté de rétorquer à leur plainte déposée auprès de la police.

Ils estiment encore que l'article 57 de la loi communale n'attribuerait pas la compétence au collège des bourgmestre et échevins d'exclure un enfant du bénéfice du transport scolaire.

Concernant le principe suivant lequel tout acte administratif bénéficie d'une présomption de légalité, les demandeurs font valoir qu'aucune loi ne prévoirait l'exclusion définitive d'un enfant du bénéfice du ramassage scolaire et qu'aucune disposition légale ne permettrait au collège des bourgmestre et échevins d'en décider ainsi, de sorte que ce principe ne serait pas applicable en l'espèce.

Ils se basent ensuite sur le principe de proportionnalité, pour reprocher à la commune qu'aucune mesure d'investigation n'aurait été prise suite à leurs réclamations afin de déterminer les dysfonctionnements dans le transport scolaire afin d'y remédier, de sorte que les décisions litigieuses auraient été prises sur des considérations purement subjectives.

Les demandeurs font encore valoir qu'à défaut de prouver que ... aurait représenté un danger nécessitant une mesure d'expulsion, les décisions litigieuses seraient à qualifier de disproportionnées.

Ils estiment également que tant l'offre de preuve formulée par la commune que les attestations testimoniales versées en cause devraient être écartées, dans la mesure où elles ne seraient ni pertinentes, ni sérieuses, ni impartiales pour émaner du personnel de la commune.

Finalement, les demandeurs estiment qu'il ressortirait du libellé de la décision du 25 mars 2019 que celle-ci ne serait pas intervenue suite au comportement de Madame ... tel que l'allègue la commune, mais en raison de la plainte pénale déposée par eux.

Les décisions litigieuses n'auraient pas non plus été prises en conformité avec le règlement relatif au transport scolaire qui énoncerait la procédure à suivre en cas de non-respect des règles du transport scolaire par un enfant, étant donné que les mesures disciplinaires ne concerneraient pas le comportement des enfants, de même qu'une exclusion permanente n'y serait pas prévue.

Dans son mémoire en duplique, la commune de Käerjeng indique que l'article 57 alinéa 5) de la loi communale constituerait la base légale des décisions litigieuses.

Concernant le défaut de motivation lui reproché, la commune souligne que l'interdiction du bus scolaire aurait été prononcée en raison du comportement inqualifiable de Madame ... et des accusations graves formulées envers le personnel communal, tout en soulignant qu'en tout état de cause, la sanction d'un défaut ou d'une insuffisance de motivation consisterait dans la suspension des délais de recours.

La commune de Käerjeng indique ensuite qu'elle aurait pris les mesures d'investigation qui se seraient imposées en procédant par des enquêtes internes à chaque fois que Madame ... s'était plainte auprès de ses services, de même que celle-ci aurait, à chaque fois, été informée du résultat de ces enquêtes, de sorte que les contestations y relatives ne seraient pas fondées.

Madame ... aurait adopté un comportement inadmissible, dangereux et extrêmement grave, allant jusqu'à aggraver physiquement l'accompagnatrice du bus et menacer de mort un enfant, puis l'accompagnatrice, de sorte qu'elle aurait été rappelée à l'ordre à plusieurs reprises oralement, puis mise en demeure, sans résultat, de sorte que la seule possibilité de protéger les enfants fréquentant le bus et le personnel communal aurait été d'empêcher tout contact avec Madame ... et ceci, à travers une exclusion de ... du service de ramassage scolaire. La mesure prise serait ainsi proportionnelle, dans la mesure où elle permettrait d'atteindre le but d'intérêt général visé, à savoir la protection, la sécurité et de la tranquillité des enfants fréquentant le bus du personnel communal, la commune soulignant que d'autres mesures afin d'apaiser la situation se seraient révélées vaines.

Sa décision aurait ainsi été motivée par le souci d'éviter toute nouvelle agression ou tout nouvel incident, le fait que les parents de ... auraient encore déposé une plainte pénale à l'encontre de certains agents du service enseignement de la commune ainsi qu'à l'encontre de deux accompagnatrices du bus scolaire, aurait laissé craindre la survenance de nouveaux « débordements » de Madame ..., la commune soulignant dans ce contexte, de nouveau que le but de l'exclusion n'aurait pas été de punir ... en raison du fait que ses parents ont déposé une plainte.

Suivant une bonne administration de la justice et l'effet utile s'en dégageant, il appartient d'abord au tribunal de vérifier la légalité extrinsèque de l'acte lui déféré, avant de se livrer, par le biais de l'examen de la légalité des motifs, au contrôle de la légalité intrinsèque.

Concernant tout d'abord le moyen ayant trait à l'incompétence du collège des bourgmestre et échevins d'une commune de prendre des décisions en matière de transport scolaire, force est de constater que l'article 57 de la loi communale dispose que : *« Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par d'autres dispositions légales le*

*collège des bourgmestre et échevins est chargé : [...] 5° de la surveillance des services communaux ; [...] ».*

Dans la mesure où il est constant en cause que le transport scolaire en question constitue un service gratuit offert par la commune de Käerjeng à ses habitants, et dès lors un service communal, le collège des bourgmestre et échevins est chargé de la surveillance dudit service.

Par ailleurs, il échet de constater que la commune de Käerjeng s'est, dans le cadre de la compétence attribuée au collège des bourgmestre et échevins par l'article 57 de la loi communale, précité, en matière de la surveillance de ce service communal, dotée d'un règlement communal, à savoir son règlement sur le transport scolaire, arrêté, en ce qui concerne la version applicable à la présente espèce, par le conseil communal en date du 16 juillet 2012, afin de réglementer l'objet, l'inscription, les comportement et sécurité, et les discipline et sanctions dudit transport scolaire, dont il ressort plus particulièrement de son article V. intitulé « Discipline et sanctions » que le collège des bourgmestre et échevins peut prononcer, dans certaines conditions, des exclusions à l'égard des usagers du transport scolaire régulièrement inscrits.

Le collège des bourgmestre et échevins, en tant qu'organe exécutif de la commune, est dès lors l'organe compétent pour prendre des décisions en la matière, de sorte que le moyen afférent est à rejeter pour ne pas être fondé.

En ce qui concerne ensuite le moyen tendant à une violation de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979, celui-ci dispose que : « *Toute décision administrative doit baser sur des motifs légaux.*

*La décision doit formellement indiquer les motifs par l'énoncé au moins sommaire de la cause juridique qui lui sert de fondement et des circonstances de fait à sa base, lorsqu'elle :*

- *refuse de faire droit à la demande de l'intéressé ;*
- *révoque ou modifie une décision antérieure, sauf si elle intervient à la demande de l'intéressé et qu'elle y fait droit ;*
- *intervient sur recours gracieux, hiérarchique ou de tutelle ;*
- *intervient après procédure consultative, lorsqu'elle diffère de l'avis émis par l'organisme consultatif ou lorsqu'elle accorde une dérogation à une règle générale.*

*Dans les cas où la motivation expresse n'est pas imposée, l'administré concerné par la décision a le droit d'exiger la communication des motifs. [...] ».*

En l'espèce, dans la mesure où les décisions déférées portent sur l'exclusion de l'enfant ... du transport scolaire, elles sont soumises à l'obligation de motivation inscrite à l'article 6 précité, de sorte qu'il incombe à l'auteur de la décision d'indiquer les motifs par l'énoncé au moins sommaire de la cause juridique qui lui sert de fondement et des circonstances de faits sur lesquels elle se base.

Il convient cependant d'ajouter, en ce qui concerne les conclusions des demandeurs tendant à l'annulation pure et simple des décisions déférées du fait du défaut de motivation allégué, que la sanction de l'obligation de motiver une décision administrative consiste dans la suspension des délais de recours et que celle-ci reste *a priori* valable, l'administration



pouvant produire ou compléter les motifs postérieurement et même pour la première fois au cours de la phase contentieuse<sup>1</sup>.

Il convient également de souligner que l'article 6 précité n'impose pas une motivation exhaustive et précise, étant donné que seule une motivation « *sommaire* » est expressément exigée.

Par ailleurs, le défaut d'indiquer dans une décision administrative la disposition légale qui constitue son fondement n'encourt pas de sanction, dès lors que les raisons fournies sont suffisamment explicites pour permettre au destinataire de la décision de les rattacher à la disposition légale visée par l'administration<sup>2</sup>.

En l'espèce, force est de constater que la commune a annoncé les motifs de la décision d'exclusion de l'enfant ... du transport scolaire en indiquant la circonstance que Madame ... a déposé une plainte au pénal contre le personnel communal et en avançant la protection des autres enfants, usagers du bus, ainsi que du personnel communal contre les agissements de Madame .... A cela s'ajoute que la commune a encore complété en détail la motivation à travers ses mémoires en réponse et en duplique, en fournissant une description détaillée du comportement de Madame ... antérieurement aux décisions litigieuses, ainsi que les bases légales sur lesquelles ses décisions sont fondées, en l'occurrence l'article 57 de la loi communale et son règlement relatif au transport scolaire disponible sur son site internet, de sorte que les demandeurs n'ont pas pu se méprendre sur les raisons ayant conduit le collège des bourgmestre et échevins à exclure leur fils du transport scolaire.

Les décisions litigieuses comportent ainsi les éléments de droit et de fait qui en constituent le fondement et sont partant motivées à suffisance de droit au regard des exigences posées par l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979.

Il s'ensuit que le moyen fondé sur un défaut de motivation, voire sur une indication insuffisante des motifs et des bases légales est à rejeter comme étant non fondé, étant encore souligné que l'indication de la motivation n'est pas à confondre avec le bien-fondé de celle-ci qui fera l'objet d'une analyse au fond.

Partant, le moyen laisse d'être fondé.

Quant à la légalité interne des décisions déferées, l'article V intitulé « Discipline et sanctions » du règlement sur le transport scolaire de la commune de Käerjeng, tel qu'applicable au moment des décisions litigieuses, dispose que : « *Les enfants se rendant à l'école en bus, doivent se conformer aux ordres de l'accompagnateur/l'accompagnatrice et aux ordres du chauffeur de bus du transport scolaire.*

*En cas d'inconduite et/ou d'indiscipline d'un enfant, l'accompagnateur /l'accompagnatrice signale les faits en premier lieu au titulaire de la classe de l'élève. Ce dernier en informera les parents. En cas de récidive, l'accompagnateur/l'accompagnatrice en informe le responsable du service transport scolaire de la Commune de Käerjeng. Alors, un*

---

<sup>1</sup> Cour adm., 20 octobre 2009, n° 25738C du rôle, Pas. adm. 2020, V° Procédure administrative non contentieuse, n° 90 et les autres références y citées.

<sup>2</sup> Trib. adm., 4 décembre 1997, n° 10157 du rôle, Pas. adm 2020, V° Procédure administrative non contentieuse, n° 76 et les autres références y citées.

*dernier avertissement sera immédiatement envoyé par courrier recommandé aux parents de l'enfant concerné.*

*Au cas où le comportement de l'enfant continuerait à aller à l'encontre des dispositions des articles I, II et III du présent règlement, malgré l'avertissement mentionné à l'alinéa ci-devant, l'accompagnateur/l'accompagnatrice en informe le responsable du service transport scolaire de la Commune de Käerjeng. Cette personne saisit alors immédiatement le Collège des Bourgmestre et Echevins, qui peut prononcer les sanctions qui suivent :*

- *Exclusion temporaire jusqu'à la fin du trimestre,*
- *En cas de récidive, exclusion jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours.*

*L'Administration communale de Käerjeng informe le jour de la prise de la décision, par courrier recommandé, les parents de l'enfant concerné.*

*La sanction prononcée par le Collège des Bourgmestre et Echevins prendra effet dès réception du courrier y afférent. ».*

Il suit du cadre légal duquel la commune de Käerjeng s'est dotée dans le contexte de l'organisation du transport scolaire, que dans le cas où un enfant bénéficiant dudit service de la commune de Käerjeng ne se conforme pas aux ordres de l'accompagnateur et du chauffeur de bus, voire présente un comportement d'inconduite ou d'indiscipline, les parents de l'enfant sont informés et qu'en cas de récidive, un avertissement est adressé aux parents de l'enfant concerné. En cas de comportement inchangé de l'enfant concerné, le collège des bourgmestre et échevins peut prononcer soit la sanction de l'exclusion temporaire de l'enfant du transport scolaire jusqu'à la fin du trimestre, soit, en cas de récidive, l'exclusion de l'enfant du transport scolaire jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours.

En l'espèce force est de constater qu'aucun comportement fautif n'est concrètement reproché à l'enfant .... En effet, et même s'il ressort des explications de la commune de Käerjeng que le comportement de celui-ci durant les transports scolaires aurait été loin d'exemplaire, il n'en reste pas moins que ce n'est pas le comportement de l'enfant ... qui est à l'origine de son exclusion dudit service communal mais concrètement celui de sa mère.

Or, le règlement sur le transport scolaire de la commune de Käerjeng tel que cité ci-avant, ne prévoit pas l'exclusion du transport scolaire d'un enfant en raison du comportement d'un parent, mais se limite à envisager le cas d'un comportement d'inconduite ou d'indiscipline de l'enfant même bénéficiant dudit service, de sorte que le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Käerjeng n'a pas été en droit d'interdire à l'enfant ..., sur base de ce règlement, l'accès au transport scolaire, de sorte que les décisions déferées sont partant à annuler pour détournement de pouvoir.

En vertu des développements qui précèdent, il convient encore de rejeter l'offre de preuve formulée par la commune consistant dans l'audition de trois témoins, ladite offre de preuve a pour objet d'établir la réalité des faits reprochés à Madame ..., question qui est, en effet, ni pertinente ni concluant pour être indifférente au regard de l'issue du litige.

A cela s'ajoute qu'en tout état de cause, le règlement sur le transport scolaire de la commune de Käerjeng, tel que cité ci-avant prévoit, comme sanctions à prononcer par le collège des bourgmestre et échevins, soit l'exclusion temporaire d'un usager du bus jusqu'à la

fin du trimestre, soit, et en cas de récidive, son exclusion jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours, sans cependant prévoir la sanction prononcée en l'espèce à l'égard de l'enfant ..., à savoir une exclusion définitive du transport scolaire, de sorte que les décisions litigieuses sont encore, et en tout état de cause, illégales en ce qui concerne la portée de la sanction prononcée.

En effet, et dans la mesure où ni la loi communale, dans son article 57, point 5 ni le règlement sur le transport scolaire de la commune de Käerjeng ne prévoient expressément l'exclusion, de façon définitive, d'un enfant dudit service communal en raison d'une conduite d'un parent, voire afin de protéger les enfants fréquentant le bus scolaire et le personnel communal des agissements d'un tel parent, les décisions litigieuses encourrent également l'annulation pour violation de la loi, sans qu'il n'y ait lieu de statuer plus en avant.

Les demandeurs sollicitent encore la condamnation de la commune à une indemnité de procédure de 5.000.-€ sur base de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives.

Les demandeurs font, à juste titre, valoir qu'il serait injuste de laisser à leur charge les frais et les honoraires de leur avocat eu égard au comportement de la commune qui a, en l'espèce, pris une décision en violation manifeste de son propre règlement sur le transport scolaire et confirmée ladite décision sur recours gracieux, le collège des bourgmestre et échevins n'ayant, en effet, pas raisonnablement pu ignorer cette circonstance.

Le tribunal accorde dès lors aux demandeurs une indemnité de procédure sur le fondement de l'article 33 de la loi du 21 juin 1999 qu'il évalue *ex aequo et bono* au montant de 500.-€.

En revanche, la demande de la commune de Käerjeng tendant à l'allocation d'une indemnité de procédure d'un montant de 2.000.-€ sur base de cette même disposition légale est à rejeter au vu de l'issue du litige.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant contradictoirement ;

se déclare incompétent pour connaître du recours principal en réformation dirigé contre les décisions des 25 mars et 19 avril 2019 ;

reçoit en la forme le recours subsidiaire en annulation dirigé contre les décisions des 25 mars et 19 avril 2019 ;

au fond, le déclare justifié, partant annule les décisions du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Käerjeng des 25 mars et 19 avril 2019 ;

dit qu'il n'y a pas lieu d'ordonner une mesure d'instruction complémentaire ;

condamne la commune de Käerjeng à régler aux demandeurs le montant de 500.-€ à titre d'indemnité de procédure sur le fondement de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ;

déboute la commune de Käerjeng de sa demande en allocation d'une indemnité de procédure sur base de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ;

condamne la commune de Käerjeng aux frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 27 janvier 2021 par :

Thessy Kuborn, vice-président,  
Olivier Poos, premier juge,  
Géraldine Anelli, juge,

en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Thessy Kuborn

Reproduction certifiée conforme à l'original  
Luxembourg, le 27 janvier 2021  
Le greffier du tribunal administratif